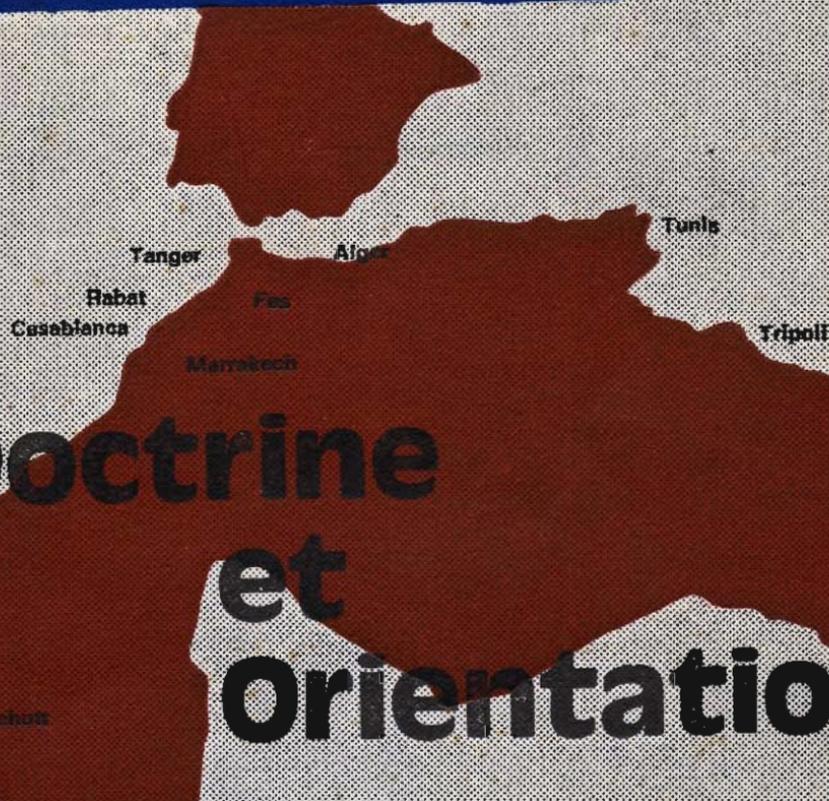


IIème CONGRES DE L'UNION NATIONALE DES FORCES POPULAIRES25 - 26 - 27 MAI 1962COMPOSITION DU CONGRES

(Etat Provisoire)

1°- AGRICULTEURS	296	32 %
2°- OUVRIERS	259	28 %
3°- COMMERÇANTS, INDUSTRIELS & ARTISANS	147	15,9 %
4°- FONCTIONNAIRES & EMPLOYÉS	140	15,2 %
5°- ETUDIANTS	43	4,7 %
6°- DIVERS	39	4,2 %
	<hr/>	
	924	
	<hr/>	
	=====	

II^e congrès de l'union nationale des
forces populaires



Tanger Alger Tunis
Rabat Fez
Casablanca Marrakech Tripoli

Doctrine et Orientation

Présenté par :
ABDELLAH IBRAHIM

premier
rapport

**2ème Congrès
de l' U. N. F. P.**

Casablanca 25 - 26 - 27 Mai 1962

Les textes arabes et français de ce rapport ont été rédigés séparément par Abdallah Ibrahim. Il ne s'agit donc pas de traduction (NDE)

Préface

Ce rapport de doctrine et d'orientation a été présenté au second congrès de l'U.N.F.P., tenu les 25, 26 et 27 Mai 1962 à Casablanca.

Il a fait l'objet, deux jours durant, de débats d'un niveau général assez élevé, et d'une résolution politique au cours de laquelle, il fut notamment déclaré que «... le congrès national de l'U.N.F.P., après avoir entendu et discuté le rapport de doctrine et d'orientation, l'adopte intégralement comme constituant la base d'une doctrine correspondant aux réalités nationales et internationales ».

De ce fait, le 2^{ème} congrès national a fait date.

Le parti s'est défini.

Mais sa base populaire était manifestement polypolarisée, pour ainsi dire, et ses cadres moyens, politiquement et idéologiquement, encore inexpérimentés et flottants.

En effet, c'était là une situation peu commode pour un grand parti national derrière lequel toutes les masses populaires se rangeaient spontanément et attendaient de lui, de les tirer simplement de leurs impasses et de leurs inquiétudes.

Les violentes contradictions qui éclatèrent par la suite, tant au niveau des rapports de l'U.N.F.P. avec le pouvoir, qu'à l'intérieur de l'U.N.F.P. elle-même, ne rendirent aujourd'hui, que plus évidents les thèmes principaux du rapport, particulièrement ceux relatifs :

- à l'organisation
- à la nécessité d'une analyse objective de toutes les données d'une situation déterminée, avant d'engager l'action
- à la détermination de l'objectif en fonction des caractéristiques de l'étape, et de la tactique, en fonction des possibilités telles qu'elles se dégagent d'un examen correct des rapports des forces du moment, et de la dialectique de leur tendance.
- à l'importance du travail idéologique et de l'élévation de la conscience politique des masses

Aujourd'hui, l'U.N.F.P. continue encore à lutter, avec acharnement, assaillie de toutes parts et sur tous les fronts par des difficultés innombrables ; les meilleurs de nos militants tiennent toujours bon ! mais le temps passe trop vite au Maroc. Déjà 40 % des Marocains étaient encore pendant le 2^{ème} congrès national de l'U.N.F.P. de petits enfants, ils ont maintenant 17 ans et plus. Ils ne savent rien cependant de ce que pensaient leurs « ancêtres » en 1962. Mais l'U.N.F.P. n'en continue pas moins d'être une grande force politique et un catalyseur gigantesque dans la réalité nationale.

C'est donc en pensant à ces enfants qui sont parmi les éléments les plus combattifs aujourd'hui et qui se trouvent plus ou moins coupés des conditions objectives de la genèse et du développement de l'U.N.F.P., qu'un groupe de militants se proposent spontanément de réimprimer à leur frais, comme document de référence, à la fois le rapport et la résolution générale du 2^{ème} congrès.

C'est une bonne contribution à la clarification de la situation.

Au nom de l'U.N.F.P., je tiens à leur exprimer ici un sentiment de gratitude.

Par Abdallah Ibrahîm

MARS 1973

Rapport N° 1

**Doctrine
et
Orientation**

Introduction

CE rapport aurait dû être fait et mis à la disposition de nos militants, dans les années 1953-1954-1955, mais encore aurait-il fallu que les conditions qui précédèrent et accompagnèrent cette période de l'histoire du Maroc, s'y prêtassent réellement, et en rendissent l'élaboration, objectivement possible au sein de l'appareil politique bourgeois par lequel s'exprimait, officiellement à l'époque, la volonté nationale.

C'est un fait, qu'en donnant aux masses populaires pour doctrine, des hommes et, pour programme et plan d'action, de simples états d'âme, la bourgeoisie marocaine a choisi, historiquement, de dévier le courant révolutionnaire des masses, d'escamoter leur volonté et de désamorcer leur élan libérateur.

On connaît la suite des événements..

Dans l'absolu, le potentiel émotionnel populaire est généralement plus facile à obtenir, et plus immédiat à utiliser, dans un pays sous-développé, que l'abstraction raisonnée des mots d'ordre conséquents. Mais le sentimentalisme n'a jamais remplacé un programme, et encore moins un programme de gouvernement, à l'usage d'un parti politique qui, à la faveur de circonstances exceptionnelles, se réclame des masses, monte au pouvoir au nom des masses, et qui se devait normalement d'être le guide d'un pays aux prises avec les innombrables et gigantesques difficultés d'option, nées de l'indépendance reconquise.

C'est donc pour avoir triché avec l'histoire que l'opportunisme bourgeois au Maroc a pu engager le pays aujourd'hui dans la voie de l'aventure et des contradictions. Les résultats sont aujourd'hui aussi palpables qu'un roc :

— monarchie absolue de type archaïque et pré-colonial ;

— administration publique pourrie à tous les échelons ;

— mise en cause des principales victoires chèrement remportées par les masses populaires, en matière de droits démocratiques et de libertés syndicales ;

— liquidation morale et physique de toutes les organisations nationales de résistance et poursuite d'une politique revencharde et haineuse contre les militants éprouvés dans la longue et dure lutte anti-coloniale ;

— reprise, par une partie de la bourgeoisie nationale, des privilèges, des positions et des conceptions coloniales en matière politique, économique et sociale ; reprise qui consacre en fait la fusion organique des intérêts et la communauté de vue bourgeoiso-coloniale ; ainsi que le maintien des masses populaires dans la misère, la dégradation et l'impuissance ;

— action systématique et tapageuse, menée inlassablement par la réaction au pouvoir, en vue de discréditer et d'user les mots d'ordre révolutionnaires des masses, de créer la confusion et l'hésitation dans leur esprit, et d'élever au rang de vertus majeures la couardise, la cajolerie et l'ankylose cérébrale dans le but, bien entendu, d'extirper, par de tels procédés, les racines mêmes de la militance chez les masses marocaines, et de perpétuer ainsi leur exploitation et leur esclavage ;

Ce bilan se contredit donc étrangement avec les lumineuses années d'exaltation nationale et de sacrifice suprême ;

années qui consacrerent, en même temps que l'effondrement spectaculaire de la dictature coloniale, les valeurs intrinsèques de nos militants et leurs capacités prodigieuses de s'organiser et d'agir avec efficacité et précision.

Mais si la réaction a choisi délibérément et cyniquement d'abuser de la confiance des masses, de trahir leur révolution et d'user leurs mots-d'ordre, elle ne saurait par contre les empêcher de prendre une conscience plus aigüe de leurs misérables réalités et de prendre résolument en mains leur destinée de masses révolutionnaires.

Pour le moment, les militants de notre parti sont acculés à constater l'échec de la première expérience révolutionnaire marocaine ; ils doivent aussi mesurer exactement l'étendue de cet échec pour pouvoir profiter des leçons éminemment utiles du passé, et agir en conséquence dans l'avenir.

La trahison de notre première expérience révolutionnaire nous a fait perdre du temps, mais notre expérience de militants ne s'en trouve que plus enrichie et la réceptivité de nos masses plus grande et plus profonde.

Quelles tâches alors pourrions-nous nous assigner dans les circonstances actuelles ?

PREMIERE PARTIE

Objectifs de Perspective

Déterminer une perspective historiquement juste pour notre action.

Tout d'abord, nos militants se doivent, aujourd'hui, de déterminer une perspective historiquement juste avant de s'engager définitivement dans leurs tâches absorbantes. Car c'est uniquement à partir d'une analyse juste, de la situation que l'action militante peut déboucher sur une solution également juste, d'un problème révolutionnaire donné. La réaction exploite toujours l'arme la plus redoutable, et la plus perfide, d'obscurcir les contours des données des problèmes, et d'entretenir les équivoques, afin de mettre, parfois, les militants et toutes les masses populaires, dans l'impossibilité d'agir.

C'est là l'histoire même de notre expérience pendant toutes les premières années de l'indépendance.

Comment donc dégager dans les conditions actuelles :

A) une perspective juste, qui domine, oriente et renforce l'action révolutionnaire des militants et des masses populaires, détermine leur comportement, mo-

diffie profondément les habitudes de leur pensée et donne un contenu authentiquement et historiquement révolutionnaire à leurs aspirations de militants progressistes, placés réellement dans le sens de l'histoire ;

B) la situation précise à partir de laquelle il faut s'élever pour se mettre au niveau de la perspective nouvelle ?

C) les moyens d'action ;

D) les obstacles réels ou possibles à surmonter ;

E) le contexte arabe, africain et international ;

F) nos objectifs de perspective et nos objectifs de situation.

On analysera, un à un, les points précédents.

A - LA SEULE PERSPECTIVE REVOLUTIONNAIRE HISTORIQUEMENT JUSTE : LA PATRIE MAGHREBINE.

Successivement, l'action politique en Tunisie, au Maroc et en Algérie se transforma **en lutte armée** contre le colonialisme français et ses agents locaux. Successivement aussi, les masses populai-

res, dans les trois pays, ont fait éclater la pseudo-légalité coloniale et ses superstructures, et ont pris l'initiative dans le combat armé, acculant ainsi la clique coloniale, infiniment plus puissante, à des positions de défense. Ainsi donc après sept années de guerre de libération sans précédent dans les annales de notre histoire, le monde entier retient aujourd'hui son souffle, avec admiration et respect, à l'annonce du cessez-le-feu en Algérie. Ce pays était justement le redoutable foyer d'incendie, où le colonialisme français s'est montré le plus virulent, où il a donné vraiment l'impression de jouer sa dernière carte, soit pour durer encore, ne serait-ce que pour un certain temps, soit pour perdre, définitivement, l'ensemble de l'Afrique du Nord.

Aux yeux des masses algériennes en lutte armée, et quand on se place objectivement dans une perspective révolutionnaire maghrébine, l'indépendance du Maroc dans les circonstances complexes que l'on sait, suivie de la reconversion de l'autonomie interne tunisienne en une indépendance complète, prenait à l'époque le sens d'une abominable machine de guerre coloniale, ayant surtout pour objectif de disloquer le front révolutionnaire du Maghreb et d'isoler dangereusement les frères algériens.

Mais, quelles que soient les intentions des colonialistes, l'indépendance, par définition, est absolument irrécusable. Par contre, elle peut servir de machine de guerre pour briser l'élan révolutionnaire des masses et disloquer leur front, comme elle peut, au contraire, se transformer en un dispositif éminemment efficace, au service de ces mêmes masses et au service de la révolution.

C'est à ce niveau là que se situe historiquement la responsabilité de l'échec de l'expérience révolutionnaire marocaine. C'est à ce niveau-là aussi, que se situe toute la gamme de convulsions, de contradictions, de dosages d'actes spectaculaires et d'intrigues, lesquels ont dominé la scène politique et sociale au Maroc et conféré leur sens et leurs traits caractéristiques, aux événements.

Mais c'est à ce niveau là, surtout, qu'il faut tirer aujourd'hui les conclusions qui s'imposent à la lumière de l'expérience historique, à la lumière également de l'évolution des événements dans les pays nord-africains et eu égard aux impératifs de la lutte de libération politique, économique et sociale des masses populaires maghrébines.

Ici, un certain nombre de considérations fondamentales dominent incontestablement cette analyse :

1) Ce n'est pas le traité franco-marocain de Lalla Maghnia ou la fameuse Ligne Maurice des militaires français d'Alger, ce ne sont pas, non plus, les arrangements franco-italiens, relatifs aux lignes de démarcation entre la Tunisie et la Libye, qui pourraient continuer de nous gratifier d'une carte de géographie politique et de **documents de frontières**. Au point de la géographie physique, de la réalité historique, de la composition ethnographique des habitants, comme au point de vue de la perspective d'un développement économique et social rationnel, **la nation maghrébine constitue une seule et même nation de 30 millions de bras et de possibilités de développement économique et social considérables.**

Si, à travers notre histoire maghrébine, l'unité de direction politique a été chroniquement compromise, non seulement à l'intérieur de l'ensemble du Maghreb, mais au sein même de chacune de ses différentes parties composantes, la faute n'en incombait pas aux masses, qui ont toujours subi les lourdes et désastreuses conséquences de la division, mais, incombait en grande partie, à

l'anarchie et au despotisme du pouvoir personnel.

2) **Le maintien de la division territoriale et politique du Maghreb déboucherait nécessairement, totalement ou en partie, sur une perspective de néo-colonialisme et sur des régimes politiques téléguidés de l'extérieur et oppresseurs à l'intérieur.** Les jeux d'équilibre pratiqués habituellement par les puissances étrangères intéressées, aggraverait encore davantage les rivalités, les dissensions et les artificielles oppositions d'intérêts et de personnes, entre les différentes parties de l'Afrique du Nord.

3) Le contentieux dit « algéro-marocain » en matière de frontières et au sujet de la souveraineté sur certaines régions du Sahara est si sérieux et si artificiel à la fois qu'il ne saurait, **dans le cadre des documents issus à diverses occasions des interventions étrangères,** comporter de solution négociée possible. Bien au contraire, il constituerait un prix, exceptionnellement fort, de la division maghrébine et rendrait encore plus vulnérable et plus précaire la position des uns et des autres, des éventuels adversaires.

4) **C'est seulement dans le cadre du Maghreb, qu'une véritable politique**

de planification économique et de réforme agraire aurait le plus de chance de réussir.

D'ores et déjà, et compte non tenu de la poussée démographique constante, une telle politique de planification économique reposerait sur une masse de consommateurs de l'ordre de 30 millions; elle disposerait également de réserves considérables et extrêmement variées, de matières premières. Elle supprimerait définitivement :

— la concurrence et la surenchère dans la recherche des moyens de financement et des investissements étrangers;

— les doubles-emplois absurdes et la multiplication onéreuse des frais généraux d'industrialisation qui en résulteraient ;

— l'exiguïté des marchés locaux actuels ;

— l'inégalité dans la répartition des ressources nationales et des possibilités d'action dans l'ensemble maghrébin.

Aussi, les militants et les masses populaires maghrébines doivent-ils, sans perdre de temps, œuvrer inlassablement, dans la seule perspective historiquement

juste, celle de la patrie maghrébine, une et indivisible.

Mais poursuivons encore notre analyse :

B - A PARTIR DE QUELLE SITUATION PRECISE IL FAUT S'ÉLEVER POUR SE METTRE AU NIVEAU DE LA PERSPECTIVE NOUVELLE DU MAGHREB ?

Les mots d'ordre justes et vigoureusement appuyés par les masses populaires sont vraiment trop forts pour qu'on songe y résister.

S'agissant en l'occurrence de la fameuse unité du pays maghrébin, comment donc pourrions nous faire entendre notre propre voix dans l'indescriptible tohu-bohu qui étouffe littéralement l'idée à présent et la rend, tour à tour, médiocre, invraisemblable et confuse ? Les militants se doivent, tout d'abord, de se méfier. Ils ne doivent pas se départir, un seul instant, de leur lucidité et de leur vigilance. Tant d'intérêts particuliers, extrêmement solides, risquent, en effet, de dénaturer le problème, pour l'engager ensuite dans la voie des fausses solutions spectaculaires démagogiquement commodes. Nous ne nous laisserions pas gagner par la confusion ; nous sommes, quant à nous, pour la vraie unité, pour la

Patrie-Maghrébine, seule perspective qui exprime l'intérêt bien compris et le devenir historique des masses.

Mais pourquoi l'idée de l'unité des pays nord-africains court-elle tant de risques et donne-t-elle lieu à tant de confusion et d'intrigues ?

Primo, à cause des positions féodales et des intérêts mis en cause, qui, l'expérience quotidienne le démontre amplement, se veulent figés et définitifs pour l'essentiel et que l'incompatibilité avec la réalité dynamique d'un Maghreb uni, ne manquerait pas de susciter des difficultés insurmontables.

Secondo, à cause des puissants intérêts étrangers qui dominent, à présent, à des degrés divers, chacune des différentes parties composantes du pays et les placent, individuellement et collectivement, dans un état de dépendance et d'immobilisme.

Pour le premier point, une sorte de folie généreuse, surtout dans le climat enfiévré du cessez-le-feu algérien, fait oublier provisoirement les lignes de démarcation entre les différents intérêts en présence, pour confondre enfin, dans le même élan mystificateur, les porte-paro-

les d'horizons et de plates-formes d'action absolument contradictoires.

De ce côté là, le danger qui guette l'unité du Maghreb ne pourrait provenir que de la confusion, savamment entretenue dans les esprits, des rapprochements tactiques qui plutôt, éloignent, et des fausses solutions applaudies.

À cet égard, nous devrions être vigilants et parfaitement clairs. L'aspiration à l'unité, si puissante soit-elle, n'a connu actuellement en Afrique, en général, que des solutions plus ou moins précaires et des rapprochements démobilisateurs trompeurs.

À cet égard également, **le moyen de faire l'unité nous intéresse absolument autant que l'unité elle-même.** Mais ce problème fera l'objet, ultérieurement, d'un paragraphe spécial.

Pour le deuxième point, relatif aux puissants intérêts que détient actuellement l'oligarchie financière étrangère en Afrique du Nord, si aucune expression chiffrée n'est, en effet, capable de les cerner réellement dans les formules statistiques tant soit peu approximatives, il n'en demeure pas moins vrai qu'ils constituent une formidable puissance de **contre-poids** sur laquelle repose aujourd'hui

essentiellement **le fait colonial.**

Mais le fait colonial est la réalité dominante dans les Etats maghrébins. Aucune politique, aucun programme national ne saurait les considérer comme une simple abstraction désagréable ou l'objet d'un slogan fanatiseur de masses, destiné surtout à la consommation intérieure. Le fait colonial est beaucoup plus grave et plus sérieux. Rappelons donc succinctement quelques données fondamentales qui caractérisent la situation à partir de laquelle il s'agit de s'élever pour se mettre au niveau des nouvelles perspectives maghrébines.

Dans les trois pays du Maghreb, à économie encore essentiellement rurale, la colonisation française détient un réseau de grandes exploitations agricoles de l'ordre de 4.800.000 hectares environ des meilleures terres.

De son côté, l'oligarchie financière étrangère :

- a la haute main sur le crédit ;
- possède les principaux moyens de production et d'énergie ;
- exerce une main-mise totale sur le commerce extérieur et une grande partie du commerce intérieur maghrébin.

L'ensemble de ces facteurs provoque au détriment des masses, une dislocation des structures, génératrice de complexes de toutes sortes, de paupérisme et de sous-développement intellectuel. Cette dislocation des structures se trouve encore aggravée par la prédominance d'une culture étrangère **inadaptée** et une implantation massive des étrangers dans les rouages techniques et administratifs.

Cet état de choses, si compliqué en soi, prend une autre signification au fur et à mesure que se structurent des blocs économiques puissants à l'étranger, en même temps que s'affirme la volonté de certains de leurs partenaires de soutenir la compétition, au sein même des dits blocs mais avec des atouts économiques maghrébins.

Positions locales et puissants intérêts étrangers caractérisent donc la situation à partir de laquelle nos militants de l'UNFP sont appelés aujourd'hui à œuvrer avec lucidité et intelligence pour déjouer toutes les intrigues et applanir toutes difficultés, susceptibles de retarder encore la marche victorieuse de nos masses vers la réalisation de l'objectif, historiquement inéluctable, de l'unité maghrébine.

C - PAR QUELS MOYENS FAUT-IL REALISER L'UNITE MAGHREBINE ?

..Nous ne voulons pas qu'il y ait le moindre malentendu sur ce point : **l'unité sera profondément et essentiellement l'œuvre des masses et ne saurait être, en aucun cas, un simple cadeau de politiciens en mal de finasseries diplomatiques et de marchandages.**

..Nous ne voulons pas, non plus, que l'on confonde ici **masses** et **foule**. Si, seule l'action organisée et responsable compte, c'est le propre même des masses conscientes, politiquement éduquées et bien organisées, de mener une telle action.

..L'expression de masses populaires doit prendre dans notre esprit de militants de l'Union Nationale des Forces Populaires **un sens extrêmement précis. Ce sont dans l'ensemble du Maghreb, les syndicats ouvriers et paysans ; ce sont les unions estudiantines et organisations de jeunesse, les unions professionnelles des artisans et l'union des femmes. Ce sont enfin les mouvements politiques progressistes**, expression directe et consciente des aspirations des masses populaires maghrébines. C'est à ce niveau là, précisément, que l'unité peut et doit bous-

culer les frontières artificielles et créer dans une perspective de réalisation immédiate, l'unité de conception et l'unité d'action indispensables. Notre grande chance à cet égard, est que nos masses populaires ont été élevées dans les traditions les plus authentiques de la lutte et ont été les artisans de leur propre libération de la dictature coloniale.

C'est donc, à partir de ces mêmes masses, abstraction faite de lignes de démarcation et de dossier de frontières, qu'il faut forger l'instrument efficace de l'unité.

Non seulement nos masses populaires, en tant que forces organisées et pleinement conscientes, seront l'instrument efficace de l'unité, mais, une fois cette unité réalisée, **elles deviendront l'indispensable garant de son succès, de sa juste orientation et de sa capacité d'accomplir les grandes tâches requises par l'édification rationnelle d'une société démocratique et prospère.**

Le moyen de faire l'unité maghrébine nous importe donc autant que l'unité elle-même.

Il nous importe surtout :

Primo, parce qu'à travers nos organisations de masses passe la procédure réaliste et vraiment efficace pour réaliser correctement l'unité, en l'empêchant de s'engager dans la voie des solutions de compromis et des finasseries manoeuvrières ;

Secundo, parce qu'une unité réalisée dans de telles conditions déboucherait objectivement et nécessairement sur des perspectives authentiquement révolutionnaires, capables d'une part, de créer les conditions de stabilité sociale et politique dans cette région méditerranéenne et d'autre part, de permettre à ses habitants d'opérer les changements de structures indispensables à leur développement et leur saine coopération avec le monde extérieur. A ceux de nos adversaires, qui, au moment même où ils étaient pris de leur folie généreuse maghrébine, ne pouvaient s'empêcher de paraître plutôt gênés par notre méfiance à leur égard, nous affirmons que notre objectif immédiat est de réaliser l'unité du Maghreb **par les masses et pour les masses maghrébines** dans la seule perspective juste, celle d'une planification efficace en vue de l'édification, le plus rapidement possible, d'une société démocratique et prospère.

D - QUELS SONT LES OBSTACLES REELS OU POSSIBLES A SURMONTER ?

1 - Aucun pouvoir de délibération au Maroc.

C'est grave, c'est excessivement grave pour un pays comme le nôtre, de ne pouvoir disposer, au moment où il se trouve dans un tournant décisif de son histoire, **d'aucun organisme de délibération** de quelque nature que ce soit. Les circonstances générales que nous traversons au Maroc sont devenues telles qu'aux yeux de la réaction au pouvoir **l'idée même d'élections est considérée aujourd'hui comme une entreprise de subversion extrêmement dangereuse.**

Aussi, face à ses responsabilités exceptionnelles en Afrique du Nord, le Maroc ne dispose-t-il officiellement aujourd'hui que d'un pouvoir pratiquement isolé. Les contradictions des dirigeants marocains, leur manque de perspectives et la légèreté de certaines de leurs positions, caractérisent en général leur réaction aux événements et soulignent leur incapacité de résoudre les problèmes que pose l'unité maghrébine. La constitution, dans la précipitation et la démagogie, d'une commission ministérielle maroco-algérienne et les mesures de coercition

prises en même temps contre la Tunisie, sont particulièrement édifiantes.

Mais, « l'unité maghrébine ne nous fait pas peur » déclare au lendemain de l'annonce du cessez-le-feu, le ministre marocain des Affaires Etrangères devant les représentants de la presse internationale. Une telle réaction est à retenir.

2 - GARE A L'OPPORTUNISME !

En réalité, la seule garantie contre l'échec de l'unité réside réellement dans la conviction intime de la résolution inébranlable des masses populaires maghrébines. Nous devons être au niveau de nos responsabilités de militants. Car le stade de formation et celui de la mise en œuvre d'un grand principe sont extrêmement délicats et périlleux. **L'opportunisme nous guette dangereusement** et la routine de nos habitudes de pensée et de comportement, ainsi que les pièges politiques tendus partout sur nos sentiers, sont de nature à entraver notre marche historique vers la réalisation de l'unité que postule notre développement rationnel.

3 - LES RAPPORTS AVEC LE PARTENAIRE EUROPEEN.

Mais si la bourgeoisie réactionnaire et ses alliés féodaux sont responsables

des conditions politiques médiévales dans lesquelles le Maroc se trouve pratiquement replacé à l'heure de l'inéluctable évolution maghrébine, un problème de premier ordre sur le plan de la réalisation de l'unité, maghrébine, demeure cependant attaché à la qualité de nos rapports avec nos partenaires européens.

Dans sa perspective révolutionnaire, le Maghreb constitue tout d'abord un cadre et non une fin en soi. Mais les immenses tâches qui découleraient de son originale entreprise ne manqueraient pas de mettre à l'épreuve la qualité, le comportement et le degré d'évolution survenu récemment dans les conceptions de l'interlocuteur européen.

4 - Deux politiques sont également possibles pour l'Europe.

Au fait, à l'aube de cette époque post-coloniale, deux politiques sont également possibles pour l'Occident capitaliste et singulièrement pour la France : celle du néo-colonialisme avec ses conséquences internationales, politiques, économiques et sociales inévitables. Et celle, plus durable, d'une saine et plus intense coopération, qui implique nécessairement un changement radical dans les

rapports entre les pays dits sous-développés et les pays développés ; changement qui ne saurait se produire, néanmoins, que si l'Europe capitaliste savait dominer ses complexes de supériorité et d'infériorité à la fois, et réadapter ses conceptions et le mouvement de sa pensée au rythme du progrès mondial actuel.

En tout état de cause, une coopération saine et loyale avec nos partenaires européens postule, à notre sens, la réalisation de trois conditions fondamentales.

a) **Liquidation de l'acquis colonial** particulièrement représenté par la colonisation terrienne, la possession des principaux moyens de production industrielle et la main mise sur le crédit et le commerce extérieur...

b) **Changement de l'actuelle politique d'assistance**, à caractère aléatoire, fragmentaire et improvisé, au profit d'une autre mode d'assistance qui s'insérerait dans les programmes à terme, et épaulerait sérieusement et rationnellement l'effort planifié des pays intéressés, en vue de leur redressement économique et social ; en aucun cas cette as-

sistance ne devrait favoriser les seuls secteurs économiques détenus généralement par les membres des colonies étrangères.

c) **Non-subordination de l'assistance à des fins politiques, à des considérations de blocs internationaux ou pour semer la division entre des états ou des groupes d'états** par des manœuvres nécessairement malveillantes et discriminatoires.

Ces trois conditions constituent à notre avis une plateforme et un cadre pour une saine coopération internationale en matière d'aide extérieure. Le Maghreb, politiquement et économiquement un et indivisible, devrait traiter avec ses éventuels partenaires sur ces bases. C'est dans leur intérêt aussi bien que dans le sien de ne pas s'engouffrer, à nouveau, dans les batailles à la fois couteuses et interminables.

En effet, si la décolonisation coïncide à présent avec le regroupement d'un nombre de plus en plus grand de pays européens, il n'est pas interdit de conjecturer que la nouvelle Europe, malgré ses contradictions et les faux pas de sa démarche encore incertaine, profiterait en fin de compte de l'occasion offerte

à sa mutation, pour adapter les normes de son intelligence aux impératifs de l'histoire.

E - UNITE DU MAGHREB, UNITE ARABE, UNITE AFRICAINE.

a) La grande entreprise maghrébine.

Ainsi donc, par la dynamique de ses perspectives et l'envergure de son programme, l'idée du Maghreb est absolument inconcevable dans l'isolement. Depuis longtemps déjà, cette idée n'a cessé de passionner des intérêts contradictoires, parfois irréconciliables.

Aujourd'hui notre devoir de militants est d'assurer à la grande entreprise maghrébine le maximum de clarté et de vigueur et de mettre au point ses réelles chances, ses possibilités et ses impératifs.

Pour nous, l'idée du Maghreb demeure inséparable de son contenu de gigantesque dispositif libérateur d'énergie naturelle et humaine et de sa valeur d'instrument démocratique pour la transformation rationnelle du mode de vie et des structures de la société maghrébine. **Par delà les conflits d'intérêts, les antagonismes et les disputes de fron-**

tières l'unanimité se fait, tant sur le plan des masses populaires que sur le plan officiel, sur la nécessité de l'édification du Maghreb, du fleuve du Sénégal sur l'Océan Atlantique à la frontière Egypto-Libyenne.

« C'est bien l'unité des pays du couscous ou du burnous » selon un porte parole du gouvernement marocain. Cela est vrai ; mais nos soucis procèdent évidemment d'une optique tout à fait différente de l'optique officielle.

b) L'unité maghrébine et l'aspiration arabe à l'unité.

Sur un autre plan, **la réalisation de l'unité du Maghreb dans l'immédiat s'insère dans le courant d'aspirations arabes à l'unité et constitue l'une de ses étapes importantes.** Les liens qui nous lient sont indéfectibles mais nous demeurons intimement convaincus que c'est à partir des masses conscientes, politiquement bien éduquées, responsables et fortement organisées que l'unité arabe pourrait s'assurer les conditions objectives d'un départ. **Aussi, ne peut-on guère séparer actuellement la lutte pour l'unité de la lutte pour la démocratie, de même que la lutte pour la démocratie est inséparable de ses pers-**

pectives révolutionnaires et de ses fondements progressistes.

c) Nous sommes partie intégrante du mouvement révolutionnaire africain.

D'un autre point de vue, nous sommes partie intégrante du mouvement révolutionnaire des masses à travers le continent africain. Une foi égale dans les prodigieuses possibilités de notre continent nous anime tous. Mais les forces de régression travaillent aussi d'arrache-pied pour mettre au point la procédure et le vocabulaire de la division de l'Afrique, dans le but, bien entendu, de briser l'élan de ces masses populaires et de décourager leur détermination. Mais pour faire face au danger, l'Afrique libérée du joug colonial se devra de dominer sérieusement son complexe d'infériorité qui risque, s'il persiste, de faire sombrer le dynamisme révolutionnaire du continent dans des régimes politiques infaillibles, des socialismes ridicules à gogo et des participations de simple parade aux assises internationales.

Les bons militants ne doivent pas se mentir à eux-mêmes, mais, s'ils peuvent parfois commettre des erreurs d'optique, cela ne rendrait que plus impé-

rieuse la nécessité pour les représentants qualifiés de la pensée révolutionnaire africaine de s'expliquer, de faire somme toute courageusement leur auto-critique et d'arrêter, en conséquence, une ligne de conduite commune. L'identité de notre sort fut confirmée plusieurs fois par l'Histoire. Notre inter-sensibilité à l'heure de l'édification africaine est telle aujourd'hui que personne, en Afrique, ne saurait être indifférent, à l'égard de personne.

Mais pour nous mettre à la hauteur de nos responsabilités de bâtisseurs de l'Afrique nouvelle, une confrontation entre les représentants de la pensée révolutionnaire africaine s'impose et le plus tôt ce sera, mieux cela vaudra.

Dans cet ordre d'idées, l'édification de l'unité du Maghreb s'insère également dans le courant historique de l'unité du continent, et consolide le front de combat des masses africaines en vue de leur véritable libération.

F - OBJECTIFS DE PERSPECTIVE ET OBJECTIFS DE SITUATION.

a) L'édification du Maghreb :

Ainsi située, l'unité du Maghreb n'est pas pour nous une question con-

tingente ; elle est structurelle. Le processus de sa réalisation constitue pour tous les militants de notre parti une tâche urgente et essentielle. Plus tard, ce sera trop tard. Les opportunistes et les médiocres peuvent parler de difficultés, de moments plus opportuns, pour faire sombrer l'idée dans des palabres interminables. Mais de leur côté, nos militants maghrébins, mûris par l'expérience de leurs échecs passés et de leurs victoires, guidés par la clarté de leur doctrine et l'envergure de leur projet, ne se laisseraient pas prendre cette fois-ci par les malices de l'imposture. Armés de leur volonté massive et invincible, ils se veulent les artisans de leur propre histoire.

b) Deux phases essentielles.

Pour ce faire, deux phases essentielles sont à prévoir :

En première phase les représentants qualifiés des masses maghrébines doivent forger l'instrument de l'unité, c'est à dire un mouvement de masses capable de mobiliser, le potentiel d'intelligence et d'énergie que recèlent les peuples maghrébins.

En deuxième phase des représentants dûments et démocratiquement

mandatés par les masses populaires érigées en corps électoral décideraient de la physionomie et des caractéristiques générales que prendrait la nouvelle entité maghrébine.

c) L'ère des grands ensembles.

Tels sont nos **objectifs de perspective** (maghrébine). Notre époque de grands ensembles humains et de gigantesques concentrations de moyens d'action, augmente encore le poids de nos chances et renforce notre conviction de la nécessité absolue où nous nous trouvons aujourd'hui de créer le Maghreb.

d) Nos objectifs de situation.

Par contre, **nos objectifs de situation** (marocaine) procèdent d'un autre ordre d'idées et découlent directement de l'état de fait où nous sommes placés à l'heure actuelle. Aussi, **nos activités de militants marocains doivent-elles se dérouler dorénavant sur deux plans et suivre deux processus d'évolution qui, pour être différents, n'en sont pas moins interférents et complémentaires.**

C'est une preuve supplémentaire mais irréfutable de la solidité de notre analyse de la situation et la justesse de nos positions antérieures. L'évolution

des événements, loin de les démentir, leur confère au contraire un regain de vigueur et en souligne objectivement la nécessité et la permanence pour les perspectives nouvelles.

Examinons maintenant nos objectifs de situation.

DEUXIEME PARTIE

Objectifs de situation

Sur le plan marocain (objectifs de situation) une analyse des données principales qui dominent l'évolution des événements et des hommes au Maroc s'impose tant dans le domaine économique que dans le domaine social et politique.

Une telle analyse mettrait en relief d'une façon particulière les raisons profondes qui présidèrent à l'échec de la première expérience révolutionnaire marocaine, en conséquence analysons deux points :

— les forces actuellement en présence et leurs fondements objectifs dans la société marocaine

— les bases et la portée de la lutte historique que mènent courageusement les masses populaires au Maroc au sein de l'Union Nationale des Forces Populaires et à l'intérieur de leurs organisations professionnelles respectives.

Examinons donc un à un les aspects économique, social et politique qui dominent la réalité marocaine actuelle et expliquent son comportement.

1) UNE ECONOMIE POUR L'EXPLOITATION ET L'ASSERVISSEMENT DES MASSES POPULAIRES.

Si le Maroc est politiquement indépendant, ses structures économiques restent profondément marquées par le **fait colonial**. Les masses populaires dans les villes et les campagnes marocaines supportent encore le poids, si écrasant, qui résulte de cette situation, mais au prix d'une misère généralisée et permanente et une décadence humaine profonde.

Le fait colonial est sérieusement soutenu et aggravé, d'une part, par la **classe rurale des féodaux** marocains, laquelle dispose toujours de puissants moyens d'action en milieu agraire et, d'autre part, par une partie de la **bourgeoisie nationale** de plus en plus solidaire des gros intérêts étrangers, dont elle assure maintenant à la fois la garde et la pérennité dans le pays.

A) Le fait colonial — C'est le fait le plus dominant au Maroc, le plus réel et le plus permanent. L'indépendance politique n'y a rien changé d'essentiel. Bien au contraire elle lui a simplement conféré après l'indépendance un caractère national de légitime nécessité, lequel lui manquait auparavant. Elle a

renforcé singulièrement ses assises et ses perspectives.

Le fait colonial, cependant, place actuellement le Maroc, dans la dépendance étrangère, et mine en même temps la société marocaine par la juxtaposition de deux types d'économie, l'un moderne presque entièrement placé entre les mains des grands monopoles français et européens, et l'autre traditionnel, profondément désorganisé et de plus en plus ruiné par la concurrence, mais qui demeure, du reste, le seul moyen de subsistance de la presque totalité des populations marocaines.

Cette dépendance économique du Maroc a été réalisée, en partie, grâce à la main mise qu'exerce l'oligarchie financière étrangère sur le commerce extérieur et intérieur du pays dans le cadre et suivant les directives des politiques économiques européennes.

Ainsi, deux pour cent seulement, de l'ensemble des commerçants au Maroc, réalisent, selon des statistiques officielles, 70 % du bénéfice commercial.

Notre commerce extérieur, se trouve de ce fait, nettement caractérisé par les caractéristiques du sous-développement :

— exportation des matières premières et produits bruts.

— importation des produits fabriqués

— rapatriement, à l'étranger, des bénéfices réalisés dans les deux sens des opérations : importation et exportation.

Ces conditions intenablement sont encore excessivement aggravées par le fait que la même oligarchie financière étrangère s'accapare, à elle seule, les principaux moyens de production industrielle, la prospection et l'exploitation minière, les transports, les assurances, le crédit et les moyens d'investissement que l'orientation coloniale imprégnée à la politique économique du Maroc dirige toujours vers les secteurs de rentabilité rapide et forte.

La colonisation européenne détient, pour sa part, un million d'hectares environ soit près de 20 % de l'ensemble des terres cultivées au Maroc. Mais la production agricole est plutôt orientée vers l'exportation avec comme corollaire le rapatriement des bénéfices en métropole. Les fermiers européens qui disposent de grandes facilités de trésorerie ainsi que de tous les moyens indispen-

sables à une mécanisation agricole ne peuvent même pas se prévaloir aujourd'hui, pas plus qu'hier d'ailleurs, du rôle d'avant-garde qu'ils seraient théoriquement susceptibles de jouer dans l'évolution de l'agriculture nationale. En effet, la colonisation agricole est si intimement liée au fait colonial qu'elle joue dans l'économie rurale le même rôle que joue les grands monopoles étrangers dans l'économie industrielle et commerciale.

Prises donc sous le double aspect rural et urbain, les structures coloniales de notre économie sont génératrices de prolétarianisme massif et de déséquilibres sociaux profonds. Le chômage, avec ses deux formes visibles et invisibles sévit dangereusement au Maroc et paralyse les énergies créatrices des masses populaires complètement écrasées par la misère. Des chiffres émanant des services gouvernementaux, il découle que la population actuelle en milieu rural ne travaille que 80 jours en moyenne par an et par personne, et ne réalise donc le plein emploi en agriculture qu'à concurrence de 33 %.

La misère a atteint, dans les grandes agglomérations suburbaines, les proportions inquiétantes que l'on con-

nait. Le blé américain ne pourrait rien devant le fait tragique qu'un homme sur deux manque de travail.

En réalité le fait colonial qui marque si profondément nos structures, a créé au Maroc, une sorte d'exterritorialité pour sa production, au profit d'une économie principalement au service d'une colonie étrangère. Le succès de l'entreprise coloniale est si grand au Maroc, qu'au moment où le revenu annuel moyen en France était de 295.000 anciens francs, le revenu moyen d'un européen au Maroc, s'élevait à 590.000 francs.

En effet, de quelque manière qu'on agence les pièces sur l'échiquier, l'économie coloniale ne saurait se départir de son caractère sui-generis, à la fois tronqué et dépendant. Si elle se transformerait au contraire en une économie indépendante et si elle se généraliserait pour s'étendre à la nation toute entière, elle se serait détruite en tant que système colonial. Mais dans le cadre des structures coloniales de l'économie, les gouvernements nationaux quelle que soit leur prétention subjective ou la puissance de leur démagogie ne pourraient effectivement jouer que le rôle de gérant du patrimoine colonial.

B) Les féodaux

Les féodaux n'aiment pas du tout qu'on parle d'eux ; non point par excès de modestie mais surtout parce qu'ils ont à présent une nette conscience de leur caractère objectivement parasitaire et handicapant dans la société marocaine d'aujourd'hui.

Le régime colonial qui pendant longtemps, avait fait des féodaux ses chiens de garde, particulièrement dans le sud du pays, a renforcé la féodalité tout en détruisant involontairement sa créance aux yeux des masses. L'implantation capitaliste, l'éveil de la bourgeoisie nationale aux idées modernes, ainsi que le régime colonial avec ses idées et ses valeurs propres ont fini par faire nettement ressortir le caractère irrémédiablement rétrograde de la féodalité marocaine. Les masses populaires ne sont pas près d'oublier aujourd'hui qu'à l'égard du patriote en lutte armée contre le colonialisme, bon nombre de féodaux se comportaient à leur égard en vulgaires tortionnaires (Casablanca 1954). Mais si, dans les circonstances actuelles, les cadres féodaux sont relativement disloqués, les moyens dont ils continuent à disposer en milieu rural ne s'en trouvent pas pour autant dimi-

nués. Nombreux sont ceux parmi eux qui amorcent une certaine évolution aujourd'hui en adhérant à des mouvements politiques bourgeois dont ils deviennent immédiatement les dirigeants locaux, les bailleurs de fonds, ou les deux à la fois. En réalité c'est une façon comme une autre de rappeler officiellement à la clientèle agrarienne, la continuité du pouvoir et la solidité des structures nationales. Parfois, les mêmes hommes joignent judicieusement à leur qualité de membres d'un mouvement politique, celle de représentants à un titre quelconque, de l'autorité gouvernementale.

À vrai dire, tant par les intérêts qu'elle représente, que par le rôle sociopolitique qu'elle joue actuellement, la féodalité au Maroc grève d'une hypothèque très lourde l'évolution dans les campagnes et renforce les vieilles structures.

Malheureusement les statistiques précises nous font généralement défaut pour pouvoir nous faire exactement une idée de ce que serait l'importance réelle de la carte foncière des féodaux, ainsi que celle de la bourgeoisie terrienne montante. Toutefois, la commission de l'agriculture du plan quinquennal esti-

me que près de 60 % de la population rurale ne possède pas une parcelle de terre. Il se trouve parfois que la presque totalité de la terre qui normalement aurait dû constituer un gagne-pain de la population d'une localité donnée, soit une propriété privée d'un féodal ou d'un groupe de ses héritiers.

C) La bourgeoisie nationale

On estime à 1/20 de la population, le nombre de bourgeois au Maroc. Mais que ce chiffre soit un peu supérieur ou un peu inférieur à la réalité, cela ne pourrait avoir d'importance, car l'importance de la bourgeoisie nationale est d'ordre plutôt qualitatif. Le sous-prolétariat des villes — artisans, en ruine, campagnards émigrés, constituent une classe nombreuse et littéralement écrasée par le fait colonial et le sous-développement. Leur effectif augmente constamment, sans que puisse augmenter pour autant celui de la bourgeoisie nationale.

Contrairement à la bourgeoisie africaine, artificiellement créée ces derniers temps par le colonialisme européen, la bourgeoisie marocaine tout comme celle des différents pays du Maghreb, a des traditions millénaires plusieurs fois alté-

rées par des rapports extérieurs, de caractère également bourgeois.

Sur le plan quantitatif, l'importance numérique ne doit pas nous tromper. La bourgeoisie nationale, en effet, constituée au point de vue des richesses individuelles, une pyramide dont le sommet ne dépasse guère quelques dizaines. Dans le système, ce n'est pas un abus, c'est une morale. Même notre échelle nationale de rémunération est basée sur cette logique, puisqu'elle varie entre un salaire mensuel moins de 10,000 frs et un traitement individuel qui dépasse un million par mois sans compter les autres facilités et avantages. Le capital étranger, à orientation coloniale, procède à son tour également, du même principe, par rapport à la bourgeoisie nationale marocaine.

Cette dernière, traditionnellement partagée entre ses spéculations foncières et ses activités mercantiles prend, depuis l'indépendance, un nouveau départ en vue de s'assurer, dans toute la mesure du possible, des positions personnelles plus avantageuses, au sein des rouages économiques du pays, mais avec l'appui et suivant les directives des intérêts étrangers dominants.

L'hostilité violente mais généralement plus ou moins sincère, d'une grande partie de la bourgeoisie marocaine, à l'égard du principe de décrochage du franc marocain d'avec le franc français, en 1959, l'attitude favorable, aujourd'hui, de cette même bourgeoisie à l'égard de l'adhésion du Maroc au marché commun européen, sont l'expression objective d'un certain nombre d'impératifs économiques, actuels au Maroc, et l'indice d'une solidarité d'intérêts, mais dans le cadre d'une pseudo économie nationale, qui demeure très profondément marquée et dominée par le fait colonial.

De son côté, la bourgeoisie terrienne, évaluée à deux mille exploitants, environ, contrôle à présent, selon les techniques modernes de culture, 400.000 hectares environ. Elle nourrit l'espoir de pouvoir supplanter un jour très proche, et à son profit exclusif, la colonisation européenne. Elle s'oppose d'ores et déjà à l'idée d'une réelle réforme agraire qui parte d'une révision générale des structures agraires, des modes de production et de rapports humains. Elle se montre hostile à toute politique qui accorderait aux travailleurs agricoles de modestes avantages sociaux conformément à la législation en vigueur.

Quoiqu'il en soit, la grande bourgeoisie marocaine est condamnée à jouer au sein de l'économie coloniale implantée au Maroc, un rôle d'auxiliaire, au service des monopoles étrangers. Une telle situation est très grave de conséquences de toutes sortes. Ce n'est pas un simple hasard que la présidence du comité des agrumes et primeurs de la zone franc ait échu précisément à un représentant de la jeune bourgeoisie agraire marocaine dont la quote part dans la production ne le destinait nullement à cet honneur, mais il ne serait pas étonnant, les choses étant ce qu'elles sont, que la bourgeoisie nationale au Maroc se détachât définitivement des masses populaires de plus en plus prolétarisées, et ignorât ou méprisât leurs aspirations légitimes à une vie meilleure. C'est la voie déjà tracée par les républiques latino-américaines, par les bourgeois de Tcham-Kai-Cheik, de Sygman Rhee, de Diem ou de Noury Saïd.

Si les structures du Maroc, profondément dominées par le fait colonial, bloquent les voies de l'évolution et du progrès de la société marocaine, la bourgeoisie, elle, peut finir par se faire admettre dans le secteur européen de pros-

périté, à l'intérieur du pays, mais le peuple marocain, dans sa majorité, s'enfoncerait encore dans la dégradation humaine et la misère.

Il est à noter qu'au moment où l'oligarchie financière coloniale jetait l'appât à la bourgeoisie marocaine pour l'attirer aux abords de son festin, elle lui lançait en même temps comme un défi que, pour la suppression totale de la misère au Maroc, il faut que l'état investisse mille milliards de francs, chaque année, pendant une période de cinq ans. Car, dit-elle, les normes modernes de la technologie sont telles que la création d'un seul emploi nouveau nécessite un investissement net d'au moins deux millions de francs.

Cela donne à la bourgeoisie marocaine froid au dos. Mais, au risque de se faire passer pour des agents locaux du néo-colonialisme, elle ne refuse pas, pour autant, le paradis cellulaire même au milieu d'un peuple misérable et hostile.

Par contre, si de temps en temps, des européens, à la faveur de feu régime colonial, faisaient preuve d'un certain esprit pionnier, une partie de la bourgeoisie marocaine, dans l'état actuel des choses, fait plutôt preuve d'un

esprit jouisseur, mercantiliste et irresponsable.

2) LES FORCES SOCIALES EN PRESENCE.

Le peuple marocain est un peuple vigoureux et très jeune. 5 % seulement de ses habitants ont plus de 60 ans et les jeunes de moins de 20 ans forment la moitié de la population marocaine dont le nombre augmente chaque année de 200.000 unités environ.

La résistance armée contre le régime colonial au Maroc était une puissante démonstration historique qui donne la mesure de ce que pourrait faire un peuple vigoureusement jeune au moment où il serait brutalement et tragiquement placé en face de ses responsabilités.

Une autre œuvre des plus lumineuses, des plus gigantesques et des plus durables a été également réalisée grâce au dynamisme, à l'esprit d'initiative, au sens de l'organisation qui constituent les caractères dominants de nos jeunes masses. Cette œuvre c'est l'organisation de la classe ouvrière marocaine au sein de notre glorieuse, de notre puissante Union Marocaine du Travail, avant-garde des masses populaires dans le pays

et garante de leur orientation dans le sens de l'Histoire.

Mais, il est significatif que ces deux grandes réalisations de nos jeunes masses populaires, lesquelles ont rendu possible le regroupement des forces vives du pays au sein de l'Union Nationale des Forces Populaires, n'étaient, toutes les deux, que l'expression authentique d'un mouvement de défense déclenché par les masses contre les forces colonialistes et l'exploitation patronale.

C'est là que réside à présent le sens profond de la faillite du système politique dans lequel nous vivons depuis la proclamation de l'indépendance. Nos masses populaires ont été systématiquement empêchées de donner, de façon positive, la mesure exacte de leurs capacités dans les nouvelles tâches de transformation de la société marocaine et d'édification de l'indépendance. Cet empêchement, si stérélisant et si grave de conséquences sur tous les plans, était le fruit de la méfiance et de la jalousie que le pouvoir au Maroc n'a cessé de réserver aux masses à l'égard desquelles il est demeuré foncièrement hostile. Ce n'est pas un simple hasard que le passé du peuple marocain fût réduit, à travers les siècles et les générations, à

une simple histoire du pouvoir ; et à des révolutions le palais ; mais le prix payé en échange, par le peuple marocain n'était rien moins que l'occupation étrangère et une décadence à dimensions profondes et compliquées.

Nos adversaires se doivent de dégager honnêtement les impératives conclusions de l'histoire aujourd'hui ; nous les invitons loyalement à réfléchir.

Toujours est-il que nos masses populaires restent actuellement seules à supporter le poids écrasant de la dégradation et du sous-développement et que leur misère n'est en réalité qu'une conséquence de la prospérité de l'oligarchie étrangère et d'une partie restreinte de la bourgeoisie marocaine.

Ici, les éléments sentimentaux et les professions de foi démagogiques ne sauraient suffire nullement pour masquer la réalité. Il faut définir clairement les forces sociales en présence, en fonction de la nature exacte de leurs intérêts et de leurs positions respectives en face de l'ordre économique et social établi au Maroc aujourd'hui.

D'une part, nous trouvons :

a — l'oligarchie financière coloniale qui domine fortement le pays et cons-

titue encore à la fois le cerveau et le système musculaire du Maroc indépendant.

b — les féodaux qui, eu égard à leurs compromissions passées au profit du régime colonial, leur faiblesse intellectuelle et la puissance de leurs intérêts, sont moralement et matériellement liés à l'ordre établi.

c — une partie de la bourgeoisie nationale, aussi bien urbaine qu'agrarienne, dont l'appartenance au secteur européen de prospérité dans le pays les rend entièrement solidaires des différentes exigences du capital colonial au Maroc et fausse par là même leurs rapports économiques, sociaux et politiques, avec les couches populaires de la société « indigène ».

D'autre part nous trouvons dans le camp adverse :

a — Les travailleurs qui constituent, à la fois du point de vue qualitatif et quantitatif, la force principale du pays. Leur rôle dans la production et le mécanisme du circuit économique en général, ainsi que les conditions misérables et précaires auxquelles ils sont acculés, étalent devant eux les contradictions tragiques du système natio-

nal, et renforcent leur conviction de la nécessité d'une transformation profonde des structures, et de l'établissement de nouveaux rapports de production, capables de mettre fin à l'exploitation et à l'injustice dont ils sont les victimes.

b — La grande majorité des paysans (60 %) qui ne possèdent pas une parcelle de terre. De par les structures agraires actuelles, il leur est interdit, une fois pour toutes, d'espérer de voir leur situation, ou même celle de leurs enfants, s'améliorer un jour. Par contre, les statistiques optimistes évaluent à 50 % le nombre de chômeurs dans les campagnes. Mais ceux qui trouvent de l'emploi dans le secteur agricole traditionnel ne travaillent en réalité que 80 jours seulement par an, c'est ce qu'on appelle au Maroc le sous-emploi en agriculture.

Les masses imposantes des paysans de plus en plus organisés au sein de notre grande et authentique Union Syndicale Agricole, n'ont aucune possibilité de voir leur sort s'améliorer dans le cadre des structures socio-économiques actuelles. Une réelle réforme agraire, basée sur une nouvelle répartition des terres et la mise à la disposition des paysans, les moyens qui permet-

tent à la terre de donner la mesure de sa capacité de production, constitue la seule voie de sortie de leurs malheurs séculaires.

c — Une bonne partie de la moyenne bourgeoisie et toute la petite bourgeoisie des villes et des campagnes dont les intérêts bien compris sont réellement et intimement liés à ceux de la grande masse populaire. Le capital néo-colonial les écrase à présent ; les tenants marocains et étrangers de gros intérêts les éliminent ou les exploitent, et la misère populaire pèse très lourdement sur eux et affecte leurs activités. Aussi, seule une organisation de la société sur des bases rationnelles et justes, pourrait-elle les libérer des viscissitudes du présent et ouvrir honnêtement devant eux, des perspectives nouvelles.

d — Le sous-prolétariat qui constitue, par simple présence, le chef d'accusation le plus grave contre le mode d'organisation actuel au Maroc, mode qui est essentiellement fondé sur l'implantation de certains gros intérêts qui bouchent obstinément la voie à toute possibilité d'évolution réelle. Sur 4 adultes, à Casablanca, le 5ème est une épave éjectée dans le chômage, la dégradation morale, les crimes et les maladies.

Il nous faudrait investir, dit-on, deux millions de francs pour créer un seul emploi nouveau qui permettrait à un seul individu de ces masses misérables de toucher un certain salaire de misère. Il nous faudrait investir, dit-on encore, mille milliards de francs par an et ce, pendant une période de cinq ans, pour que toute cette masse misérable actuellement disponible soit enfin intégrée dans la société et puisse avoir honnêtement un moyen de vivre et d'espérer.

Ceci est évidemment impossible. Les intérêts du sous-prolétariat marocain militent donc objectivement en faveur de l'éclatement des structures existantes et l'édification d'une communauté nationale juste et débarrassée de l'exploitation et de la misère.

Telles sont les forces sociales en présence aujourd'hui au Maroc. L'évolution de chacune d'elles dans le cadre de sa sphère et la confrontation des unes avec les autres, détermine objectivement la portée réelle des événements et la physionomie morale des hommes à l'heure actuelle.

De l'évolution favorable de ce processus, dépend le sort des masses populaires marocaines. Il est donc bon de trancher dans la clarté. C'est le point

de départ de toute action politique révolutionnaire conséquente.

3) UN POUVOIR POLITIQUE DE TYPE ARCHAÏQUE :

Dans les pays sous-développés, la pensée politique en général subit profondément les néfastes effets secondaires du sous-développement. Dans la plupart des pays sous-développés, un dispositif d'état, à caractère politico-militaire, s'assigne pour but de réaliser systématiquement l'homogénéisation de l'opinion en réalisant l'union nationale non pas de la base au sommet autour d'un programme, mais plutôt en partant du sommet pour s'imposer à la base.

Dans ce genre d'évolution politique inversée, Salazar du Portugal, avec sa vieille carcasse d'union nationale, fait aujourd'hui figure de maître et de précurseur, dans la gamme des dispositifs politico-militaires des « Unions nationales » dans les pays sous-développés.

A cet égard, grâce à ses organisations vivantes et authentiquement populaires, grâce à la vigilance de ses masses conscientes et organisées le Maroc s'oppose résolument aujourd'hui aux tentations faciles du pouvoir absolu, et

offre en potentiel, la base solide d'une originale évolution démocratique nationale.

Le pouvoir au Maroc n'a pas pu s'adapter aux nouvelles exigences. Sur le plan des forces sociales en présence il a choisi le clan des gros intérêts dominants sans pour autant vouloir aliéner officiellement et définitivement les prétentions aux faveurs des masses populaires, victimes de ces mêmes gros intérêts qui dominent le pays. Le conflit entre les masses et le pouvoir se cristallise autour des élections générales sincères que nous réclamons et qui, seules, permettraient, d'une part au pouvoir de se normaliser, de tenir ses multiples promesses solennelles et, d'autre part au pays de sortir de l'enlisement et de la politique de l'acte gratuit et du bon plaisir, caractéristique du comportement officiel.

Les avances du pouvoir et ses reculs, ses restrictions et ses concessions illustrent à ce sujet une attitude contradictoire et inquiète, à l'égard d'un problème national fondamental dont la solution ne souffre plus de retard.

Si la première période de l'indépendance a été particulièrement marquée par l'avènement d'une Assemblée Nationale Consultative, par la Charte des

Libertés Publiques, par l'habitude qu'à prise le pouvoir de prendre l'avis des organisations politiques et professionnelles sur les problèmes nationaux qui se posaient au pays, ainsi que par la distinction entre les prérogatives du chef de l'état et les compétences du chef du gouvernement. Par contre, une régression a renversé complètement la situation aujourd'hui en faveur d'un pouvoir singulièrement personnalisé, de type absolu et archaïque, que les masses marocaines avaient déjà connu à travers leur longue histoire et qui détient le triste privilège d'avoir fini par placer le Maroc en 1912 sous le régime colonial.

Dans leurs analyses bon marché, des apologistes étrangers, admirateurs de notre système politique et hautement intéressés, peuvent parler de ce qu'ils appellent « démocratie consultante » et mettre à la disposition du pouvoir au Maroc, tout le juridisme astucieux d'une assistance technique malseine. Malgré tout, cela ne changerait rien aux données réelles des problèmes et de la nature exacte de l'antagonisme d'intérêts qui secoue violemment le Maroc à l'heure actuelle.

Depuis leur élection en 1960, l'hostilité, l'obstruction systématique, le mépris, la négligence, les emprisonnements et les bravades, caractérisent l'attitude du pouvoir à l'égard des Conseils Municipaux et communaux, et déterminent par conséquent, un comportement de méfiance à l'égard des masses populaires et du système démocratique en général.

CONCLUSION :

NOTRE VOIE

En tant que militants de l'Union Nationale des Forces Populaires, notre devoir aujourd'hui est de montrer la voie au pays et de militer de façon exemplaire pour accélérer le mouvement de sa promotion.

Dorénavant, nos méthodes d'analyse sont parfaitement claires ; les principes généraux qui guident notre action et déterminent notre comportement sont tels, au terme de ce rapport, qu'au regard à leur objectivité vigoureuse et à l'efficacité de leur précision, ils offrent aux masses populaires une doctrine pour leur combat, et placent leurs adversaires devant leur responsabilité, face aux options nationales fondamentales.

A la confusion des idées et des problèmes, aux campagnes de mystification et aux querelles de personnes, nous opposons la lucidité de nos conclusions.

Ce faisant, nous ne présentons pas un dogme, mais plutôt une méthode, une orientation et des perspectives. L'U-

nion Nationale des Forces Populaires prend, de ce fait, les aspects d'une grande association de citoyens libres et consciencieux, mettant en commun, dans un cadre de pensée et d'action déterminé, leur intelligence et leur énergie au service d'une société marocaine et « Maghrébine » totalement débarrassée de l'exploitation, de l'injustice et de la misère.

Nous demeurons, par ailleurs, intimement convaincus que la plénitude de l'être humain et l'épanouissement de son esprit, sont entièrement conditionnés par sa libération économique et sociale. C'est là une des plus grandes originalités de l'Islam ; c'est aussi l'une des plus profondes aspirations des masses populaires de notre pays, à travers les générations.

Nous vivons dans une époque de conquête de l'atome et de voyages interplanétaires. Hélas ! nos misérables problèmes au Maroc, ne sont point, aujourd'hui, à la mesure de notre temps. Aussi, est-il absolument nécessaire de conjuguer les efforts de tous les Marocains, de toutes les Marocaines, et de les engager résolument et consciencieusement, dans la seule voie réellement conforme au sens de l'histoire, celle que

nous avons choisie, comme cadre de notre action et de nos perspectives.

Au cours de nos analyses, nous avons clairement souligné que la transformation d'une société sous-développée et fortement dominée par le fait colonial ne saurait être, malgré l'antagonisme des intérêts dans le pays, le résultat d'une lutte interne, entre des classes sociales antagonistes, mais plutôt le dénouement d'un conflit d'ordre international, entre l'Etat d'un pays sous-développé, et un Etat ou un groupe d'Etats étrangers. Ceci démontre jusqu'à quel point la Nation Maghrébine, dans sa presque totalité, est solidaire ; c'est sur cette même solidarité que reposent actuellement les chances objectives de notre combat. Il appartient donc aux militants et aux éléments les plus conscients de toutes les couches nationales du pays de se mettre, dans un élan révolutionnaire de fraternité et d'optimisme, à la hauteur des tâches gigantesques qui leur sont dorénavant assignées.

Aujourd'hui la voie est toute tracée devant nos militants.

Casablanca, le 25 Mai 1962

Résolution de Doctrine
et d'Orientation

INTRODUCTION :

Après de longues années de lutte pour la libération nationale, la liquidation du système colonial, après tant de sang versé et de sacrifices consentis par les masses populaires, le Maroc, bien qu'ayant acquis juridiquement l'indépendance, continue à se débattre dans des **contradictions** qui ne font que s'aggraver :

— Monarchie absolue de type archaïque et pré-colonial,

— Remise en cause des principales victoires remportées par les masses, particulièrement en matière de droits démocratiques et syndicaux.

— Liquidation physiquement et moralement des organisations nationales de résistance par une politique revancharde et haineuse dirigée contre les militants les plus éprouvés dans la longue lutte anti-coloniale.

— Une indépendance qui est en fait le moyen pour le colonialisme de se donner des assises et des perspectives plus sûres et un caractère de légitime nécessité nationale.

Un tel aboutissement trouve sa **cause profonde** dans le fait que l'appareil politique bourgeois qui, à l'origine exprimait officiellement la volonté nationale, donnait aux masses populaires, pour doctrine des hommes, et pour programme et plan d'action de simples états d'âme.

Il a choisi historiquement de dévier le courant révolutionnaire des masses et désamorcer leur élan. Il a ainsi maintenu le Maroc dans ses contradictions et engagé dans la voie de l'aventure.

C'est à ce niveau là que se situe historiquement la responsabilité de l'échec de la première phase de l'expérience révolutionnaire marocaine.

Il importe donc de prendre acte de cet échec. Un mouvement de masses conséquent, expression objective d'un mouvement historique, doit tenir compte des enseignements de l'expérience et en tirer les conséquences.

C'est pourquoi il est nécessaire de dégager une doctrine définissant des

objectifs clairs et précis en fonction d'une perspective historiquement juste, en vue d'établir des principes capables de guider l'action des masses et de déterminer leur comportement.

En conséquence,

LE DEUXIEME CONGRES NATIONAL DE L'U.N.F.P.

Après avoir entendu et discuté le **rapport de doctrine et d'orientation**, l'adopte **intégralement** comme constituant la **base d'une doctrine correspondant aux réalités objectives nationales et internationales.**

A - DONNEES OBJECTIVES

Le fait dominant au Maroc, le plus réel et le plus permanent est le fait colonial. L'indépendance politique n'a servi en réalité qu'à renforcer les assises du colonialisme et à leur conférer un caractère de légitime nécessité nationale.

La juxtaposition de deux types d'économie, l'un puissamment développé et l'autre archaïque ; la juxtaposition de deux types de société, l'un occidental et l'autre traditionnel, constitue une contradiction dominante que l'orien-

tation coloniale du capital rend absolument insoluble en un seul et même type de société harmonisée, développée et prospère.

La misère des masses populaires, leur prolétarianisation massive et constante sont la conséquence du maintien des structures coloniales de l'économie, et constituent la contre-partie et le prix de la prospérité qu'assurent ces structures.

— d'une part à l'oligarchie étrangère,

— d'autre part à une partie restreinte de la bourgeoisie, qui du fait de son admission dans le secteur moderne de l'économie, est solidaire des exigences du capital étranger.

La féodalité, pourtant alliée au colonialisme et compromise avec lui lors de la lutte de libération nationale, a néanmoins, et grâce à l'appui du régime, conservé ses positions économiques dans les campagnes. Elle s'emploie à reconquérir, avec le même appui, son influence sur les masses rurales afin de renforcer sa domination et contrecarrer toute tentative de réforme agraire authentique.

Les puissants intérêts étrangers qui dominent chacune des parties composantes du Maghreb, les placent collectivement et individuellement dans un état de dépendance et d'immobilisme, où réside le danger le plus grave qui menace l'idée même d'unité maghrébine.

Le maintien de la division territoriale et politique du Maghreb instituée par les traités coloniaux, débouche nécessairement :

— sur l'impossibilité de réaliser dans aucune de ses parties composantes, une véritable politique de planification et de réforme agraire.

— sur des régimes politiques télé-guidés de l'extérieur et oppresseurs à l'intérieur.

Dans un pays sous-développé où deux types de société se juxtaposent, l'un moderne et semi-colonial, l'autre traditionnel et féodal, la base et l'exercice du pouvoir ne peuvent être que populaires et progressistes, ou au contraire néo-colonial et rétrograde.

Dans le cas du Maroc, l'expérience de ces six années d'indépendance, particulièrement la présence d'éléments progressistes au sein du gouvernement, a permis aux masses marocaines d'acquies-

rir la ferme conviction qu'il est impossible de poursuivre une politique conséquente de libération sous l'égide d'un pouvoir absolu archaïque avec une administration inerte et corrompue.

B - OPTIONS

En conséquence et en fonction de ces données objectives, l'Union Nationale des Forces Populaires :

REJETTE L'OPTION CAPITALISTE, contraire aux intérêts des masses populaires et incapable de sortir le pays de la dépendance et du sous-développement. L'évolution du Maroc dans le cadre du système capitaliste aboutirait :

— au maintien du secteur capitalo-colonial de prospérité en circuit fermé où la seule promotion possible ne peut être que celle, en tant qu'auxiliaire, au service des monopoles étrangers, de la grande bourgeoisie mercantile.

AFFIRME que seule la socialisation des moyens de production, permet de se libérer de la dépendance et du sous-développement, de réaliser une véritable planification de l'économie, d'appliquer une réforme agraire authentique et d'édifier une société juste et prospère débarrassée de toute forme d'exploitation.

DECLARE que cette option socialiste implique nécessairement :

1) LA REFORME AGRAIRE basée sur les principes suivants :

a) la terre à ceux qui la travaillent

b) la terre en tant que patrimoine national ne saurait être travaillée que par les paysans marocains.

c) la production agricole doit être intégrée dans une politique agraire orientée avant tout vers la satisfaction des besoins. Comme telle, elle intéresse la collectivité dans son ensemble.

d) Peu importe que la réforme des structures agricoles parte d'une nationalisation du sol, ou au contraire d'une remise de la terre aux paysans en propriété privée, mais il est indispensable de déterminer impérativement le volume de la cellule de base, socialement et techniquement valable, et partant, d'organiser un réseau d'unité suivant les normes d'un plan économique pré-établi.

e) La planification agricole doit partir d'une coopération étroite de toutes les forces productives du pays, de même que la gestion de chaque unité de production doit être confiée le plus tôt

possible à la seule responsabilité des travailleurs intéressés.

f) le matériel et le crédit agricoles ainsi que la commercialisation des produits doivent être scolarisés.

g) tout recours à l'utilisation de la force, fausse gravement la conception et l'esprit de la réforme. Elle la compromettrait en la faisant apparaître inadaptée aux conditions de la paysannerie marocaine.

2) UNE POLITIQUE ECONOMIQUE D'ENSEMBLE comportant :

a) **la transformation totale des structures** de l'économie nationale, par la coordination rationnelle et l'intégration des différentes activités sectorielles suivant les normes et les perspectives de la **planification de l'économie dans l'intérêt du peuple.**

b) une politique d'industrialisation planifiée, visant en premier lieu à l'implantation dans un cadre entièrement socialisé d'une **industrie lourde** capable de contribuer efficacement à l'auto-équipement rapide du pays.

c) **l'appui sur le capital humain et son investissement** au profit de la transformation des structures économique, so-

ciale, politique et culturelle.

Le Congrès affirme que l'unité du Maghreb ne saurait être en aucun cas, cadeau de politiciens ou objet de marchandages. Elle ne peut être que l'œuvre des masses populaires conscientes et organisées au sein des syndicats ouvriers et paysans, mouvements progressistes, unions estudiantines, organisations de jeunesse et de femmes et organisations professionnelles des artisans.

— Les moyens de faire l'unité importent autant que l'unité elle-même dans sa perspective révolutionnaire. Le Maghreb est un cadre et non une fin en soi.

— On ne peut séparer la lutte pour l'unité de la lutte pour la démocratie, dont le seul instrument efficace doit être un mouvement uni de masse capable de mobiliser le potentiel d'énergie créatrice que recèlent les peuples du Maghreb.

— Cette unité s'inscrit dans une perspective plus large d'unité arabe et africaine, unité à réaliser selon les mêmes principes.

La lutte du peuple marocain s'identifie à celle que mènent tous les peuples dominés ou en voie de développement

en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. En fait le passage d'une économie dominée par le fait colonial à une économie socialisée et adaptée aux besoins des masses, revêt malgré l'antagonisme des intérêts dans chaque pays, le caractère d'un conflit international entre peuples et états sous-développés et un état ou groupes d'états étrangers.

L'Union Nationale des Forces Populaires se doit donc d'œuvrer dans le cadre de la solidarité qui doit unir tous les peuples en lutte contre l'impérialisme, la féodalité et le colonialisme.

Elle doit également œuvrer à une saine coopération internationale dans tous les domaines pour une lutte efficace contre les causes et les effets du sous-développement, instaurer la compréhension entre les peuples, et consolider la paix mondiale.

Cette coopération implique :

a) la liquidation du fait colonial à caractère aléatoire fragmentaire,

b) le changement de la politique actuelle d'assistance au profit d'un autre mode d'assistance qui s'insérerait dans les programmes à terme et épauler rationnellement l'effort des pays intéressés.

c) la non-subordination de cette assistance à des fins politiques ou à des considérations de blocs internationaux pour semer la division entre les Etats ou des groupes d'Etats.

* * *

Le Congrès, considère que la source de tout pouvoir réside dans le peuple et que toute œuvre de transformation à l'intérieur et de saine coopération à l'extérieur, présuppose un pouvoir politique, populaire et progressiste dont l'efficacité et l'authenticité résident dans la représentativité de ses organes tant politiques qu'économiques et sociaux, et où la démocratie ne figure pas en tant que surajoutée et complètement extérieure à la société mais en tant qu'organique et essentiellement structurale.

Aussi la lutte pour la démocratie et la conquête du pouvoir par le peuple, s'imposent-elles objectivement comme une tâche nécessaire et un objectif urgent à atteindre.

CONCLUSION :

NOTRE VOIE

En tant que militants de l'Union Nationale des Forces Populaires, notre devoir aujourd'hui est de montrer la voie au pays et de militer de façon exemplaire pour accélérer le mouvement de sa promotion.

Dorénavant, nos méthodes d'analyse sont parfaitement claires ; les principes généraux qui guident notre action et déterminent notre comportement sont tels, au terme de ce rapport, qu'au regard à leur objectivité vigoureuse et à l'efficacité de leur précision, ils offrent aux masses populaires une doctrine pour leur combat, et placent leurs adversaires devant leur responsabilité, face aux options nationales fondamentales.

A la confusion des idées et des problèmes, aux campagnes de mystification et aux querelles de personnes, nous opposons la lucidité de nos conclusions.

Ce faisant, nous ne présentons pas un dogme, mais plutôt une méthode, une orientation et des perspectives. L'U-

nion Nationale des Forces Populaires prend, de ce fait, les aspects d'une grande association de citoyens libres et consciencieux, mettant en commun, dans un cadre de pensée et d'action déterminé, leur intelligence et leur énergie au service d'une société marocaine et « Maghrébine » totalement débarrassée de l'exploitation, de l'injustice et de la misère.

Nous demeurons, par ailleurs, intimement convaincus que la plénitude de l'être humain et l'épanouissement de son esprit, sont entièrement conditionnés par sa libération économique et sociale. C'est là une des plus grandes originalités de l'Islam ; c'est aussi l'une des plus profondes aspirations des masses populaires de notre pays, à travers les générations.

Nous vivons dans une époque de conquête de l'atome et de voyages interplanétaires. Hélas ! nos misérables problèmes au Maroc, ne sont point, aujourd'hui, à la mesure de notre temps. Aussi, est-il absolument nécessaire de conjuguer les efforts de tous les Marocains, de toutes les Marocaines, et de les engager résolument et consciencieusement, dans la seule voie réellement conforme au sens de l'histoire, celle que

nous avons choisie, comme cadre de notre action et de nos perspectives.

Au cours de nos analyses, nous avons clairement souligné que la transformation d'une société sous-développée et fortement dominée par le fait colonial ne saurait être, malgré l'antagonisme des intérêts dans le pays, le résultat d'une lutte interne, entre des classes sociales antagonistes, mais plutôt le dénouement d'un conflit d'ordre international, entre l'Etat d'un pays sous-développé, et un Etat ou un groupe d'Etats étrangers. Ceci démontre jusqu'à quel point la Nation Maghrébine, dans sa presque totalité, est solidaire ; c'est sur cette même solidarité que reposent actuellement les chances objectives de notre combat. Il appartient donc aux militants et aux éléments les plus conscients de toutes les couches nationales du pays de se mettre, dans un élan révolutionnaire de fraternité et d'optimisme, à la hauteur des tâches gigantesques qui leur sont dorénavant assignées.

Aujourd'hui la voie est toute tracée devant nos militants.

Casablanca, le 25 Mai 1962

Résolution de Doctrine
et d'Orientation

INTRODUCTION :

Après de longues années de lutte pour la libération nationale, la liquidation du système colonial, après tant de sang versé et de sacrifices consentis par les masses populaires, le Maroc, bien qu'ayant acquis juridiquement l'indépendance, continue à se débattre dans des **contradictions** qui ne font que s'aggraver :

— Monarchie absolue de type archaïque et pré-colonial,

— Remise en cause des principales victoires remportées par les masses, particulièrement en matière de droits démocratiques et syndicaux.

— Liquidation physiquement et moralement des organisations nationales de résistance par une politique revancharde et haineuse dirigée contre les militants les plus éprouvés dans la longue lutte anti-coloniale.

— Une indépendance qui est en fait le moyen pour le colonialisme de se donner des assises et des perspectives plus sûres et un caractère de légitime nécessité nationale.

Un tel aboutissement trouve sa **cause profonde** dans le fait que l'appareil politique bourgeois qui, à l'origine exprimait officiellement la volonté nationale, donnait aux masses populaires, pour doctrine des hommes, et pour programme et plan d'action de simples états d'âme.

Il a choisi historiquement de dévier le courant révolutionnaire des masses et désamorcer leur élan. Il a ainsi maintenu le Maroc dans ses contradictions et engagé dans la voie de l'aventure.

C'est à ce niveau là que se situe historiquement la responsabilité de l'échec de la première phase de l'expérience révolutionnaire marocaine.

Il importe donc de prendre acte de cet échec. Un mouvement de masses conséquent, expression objective d'un mouvement historique, doit tenir compte des enseignements de l'expérience et en tirer les conséquences.

C'est pourquoi il est nécessaire de dégager une doctrine définissant des

objectifs clairs et précis en fonction d'une perspective historiquement juste, en vue d'établir des principes capables de guider l'action des masses et de déterminer leur comportement.

En conséquence,

LE DEUXIEME CONGRES NATIONAL DE L'U.N.F.P.

Après avoir entendu et discuté le **rapport de doctrine et d'orientation**, l'adopte **intégralement** comme constituant la **base d'une doctrine correspondant aux réalités objectives nationales et internationales.**

A - DONNEES OBJECTIVES

Le fait dominant au Maroc, le plus réel et le plus permanent est le fait colonial. L'indépendance politique n'a servi en réalité qu'à renforcer les assises du colonialisme et à leur conférer un caractère de légitime nécessité nationale.

La juxtaposition de deux types d'économie, l'un puissamment développé et l'autre archaïque ; la juxtaposition de deux types de société, l'un occidental et l'autre traditionnel, constitue une contradiction dominante que l'orien-

tation coloniale du capital rend absolument insoluble en un seul et même type de société harmonisée, développée et prospère.

La misère des masses populaires, leur prolétarianisation massive et constante sont la conséquence du maintien des structures coloniales de l'économie, et constituent la contre-partie et le prix de la prospérité qu'assurent ces structures.

— d'une part à l'oligarchie étrangère,

— d'autre part à une partie restreinte de la bourgeoisie, qui du fait de son admission dans le secteur moderne de l'économie, est solidaire des exigences du capital étranger.

La féodalité, pourtant alliée au colonialisme et compromise avec lui lors de la lutte de libération nationale, a néanmoins, et grâce à l'appui du régime, conservé ses positions économiques dans les campagnes. Elle s'emploie à reconquérir, avec le même appui, son influence sur les masses rurales afin de renforcer sa domination et contrecarrer toute tentative de réforme agraire authentique.

Les puissants intérêts étrangers qui dominent chacune des parties composantes du Maghreb, les placent collectivement et individuellement dans un état de dépendance et d'immobilisme, où réside le danger le plus grave qui menace l'idée même d'unité maghrébine.

Le maintien de la division territoriale et politique du Maghreb instituée par les traités coloniaux, débouche nécessairement :

— sur l'impossibilité de réaliser dans aucune de ses parties composantes, une véritable politique de planification et de réforme agraire.

— sur des régimes politiques télé-guidés de l'extérieur et oppresseurs à l'intérieur.

Dans un pays sous-développé où deux types de société se juxtaposent, l'un moderne et semi-colonial, l'autre traditionnel et féodal, la base et l'exercice du pouvoir ne peuvent être que populaires et progressistes, ou au contraire néo-colonial et rétrograde.

Dans le cas du Maroc, l'expérience de ces six années d'indépendance, particulièrement la présence d'éléments progressistes au sein du gouvernement, a permis aux masses marocaines d'acquies-

rir la ferme conviction qu'il est impossible de poursuivre une politique conséquente de libération sous l'égide d'un pouvoir absolu archaïque avec une administration inerte et corrompue.

B - OPTIONS

En conséquence et en fonction de ces données objectives, l'Union Nationale des Forces Populaires :

REJETTE L'OPTION CAPITALISTE, contraire aux intérêts des masses populaires et incapable de sortir le pays de la dépendance et du sous-développement. L'évolution du Maroc dans le cadre du système capitaliste aboutirait :

— au maintien du secteur capitalo-colonial de prospérité en circuit fermé où la seule promotion possible ne peut être que celle, en tant qu'auxiliaire, au service des monopoles étrangers, de la grande bourgeoisie mercantile.

AFFIRME que seule la socialisation des moyens de production, permet de se libérer de la dépendance et du sous-développement, de réaliser une véritable planification de l'économie, d'appliquer une réforme agraire authentique et d'édifier une société juste et prospère débarrassée de toute forme d'exploitation.

DECLARE que cette option socialiste implique nécessairement :

1) LA REFORME AGRAIRE basée sur les principes suivants :

a) la terre à ceux qui la travaillent

b) la terre en tant que patrimoine national ne saurait être travaillée que par les paysans marocains.

c) la production agricole doit être intégrée dans une politique agraire orientée avant tout vers la satisfaction des besoins. Comme telle, elle intéresse la collectivité dans son ensemble.

d) Peu importe que la réforme des structures agricoles parte d'une nationalisation du sol, ou au contraire d'une remise de la terre aux paysans en propriété privée, mais il est indispensable de déterminer impérativement le volume de la cellule de base, socialement et techniquement valable, et partant, d'organiser un réseau d'unité suivant les normes d'un plan économique pré-établi.

e) La planification agricole doit partir d'une coopération étroite de toutes les forces productives du pays, de même que la gestion de chaque unité de production doit être confiée le plus tôt

possible à la seule responsabilité des travailleurs intéressés.

f) le matériel et le crédit agricoles ainsi que la commercialisation des produits doivent être scolarisés.

g) tout recours à l'utilisation de la force, fausse gravement la conception et l'esprit de la réforme. Elle la compromettrait en la faisant apparaître inadaptée aux conditions de la paysannerie marocaine.

2) UNE POLITIQUE ECONOMIQUE D'ENSEMBLE comportant :

a) **la transformation totale des structures** de l'économie nationale, par la coordination rationnelle et l'intégration des différentes activités sectorielles suivant les normes et les perspectives de la **planification de l'économie dans l'intérêt du peuple.**

b) une politique d'industrialisation planifiée, visant en premier lieu à l'implantation dans un cadre entièrement socialisé d'une **industrie lourde** capable de contribuer efficacement à l'auto-équipement rapide du pays.

c) **l'appui sur le capital humain et son investissement** au profit de la transformation des structures économique, so-

ciale, politique et culturelle.

Le Congrès affirme que l'unité du Maghreb ne saurait être en aucun cas, cadeau de politiciens ou objet de marchandages. Elle ne peut être que l'œuvre des masses populaires conscientes et organisées au sein des syndicats ouvriers et paysans, mouvements progressistes, unions estudiantines, organisations de jeunesse et de femmes et organisations professionnelles des artisans.

— Les moyens de faire l'unité importent autant que l'unité elle-même dans sa perspective révolutionnaire. Le Maghreb est un cadre et non une fin en soi.

— On ne peut séparer la lutte pour l'unité de la lutte pour la démocratie, dont le seul instrument efficace doit être un mouvement uni de masse capable de mobiliser le potentiel d'énergie créatrice que recèlent les peuples du Maghreb.

— Cette unité s'inscrit dans une perspective plus large d'unité arabe et africaine, unité à réaliser selon les mêmes principes.

La lutte du peuple marocain s'identifie à celle que mènent tous les peuples dominés ou en voie de développement

en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. En fait le passage d'une économie dominée par le fait colonial à une économie socialisée et adaptée aux besoins des masses, revêt malgré l'antagonisme des intérêts dans chaque pays, le caractère d'un conflit international entre peuples et états sous-développés et un état ou groupes d'états étrangers.

L'Union Nationale des Forces Populaires se doit donc d'œuvrer dans le cadre de la solidarité qui doit unir tous les peuples en lutte contre l'impérialisme, la féodalité et le colonialisme.

Elle doit également œuvrer à une saine coopération internationale dans tous les domaines pour une lutte efficace contre les causes et les effets du sous-développement, instaurer la compréhension entre les peuples, et consolider la paix mondiale.

Cette coopération implique :

a) la liquidation du fait colonial à caractère aléatoire fragmentaire,

b) le changement de la politique actuelle d'assistance au profit d'un autre mode d'assistance qui s'insérerait dans les programmes à terme et épauler rationnellement l'effort des pays intéressés.

c) la non-subordination de cette assistance à des fins politiques ou à des considérations de blocs internationaux pour semer la division entre les Etats ou des groupes d'Etats.

* * *

Le Congrès, considère que la source de tout pouvoir réside dans le peuple et que toute œuvre de transformation à l'intérieur et de saine coopération à l'extérieur, présuppose un pouvoir politique, populaire et progressiste dont l'efficacité et l'authenticité résident dans la représentativité de ses organes tant politiques qu'économiques et sociaux, et où la démocratie ne figure pas en tant que surajoutée et complètement extérieure à la société mais en tant qu'organique et essentiellement structurale.

Aussi la lutte pour la démocratie et la conquête du pouvoir par le peuple, s'imposent-elles objectivement comme une tâche nécessaire et un objectif urgent à atteindre.